

# Iran : surveillance de la diaspora

Papier thématique de l'analyse-pays de l'OSAR

Berne, le 24 novembre 2023

## **Mentions légales**

Édition

Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR)

Case postale, 3001 Berne

Téléphone : 031 370 75 75

Fax : 031 370 75 00

Courriel : [info@osar.ch](mailto:info@osar.ch)

Site web : [www.osar.ch](http://www.osar.ch)

Compte de dons : PC 30-1085-7

Version disponible en allemand et en français

COPYRIGHT

© 2023 Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR), Berne

Copies et impressions autorisées sous réserve de la mention de la source

# Sommaire

<b>1</b>	<b>Introduction</b> .....	<b>4</b>
<b>2</b>	<b>Étendue de la surveillance</b> .....	<b>4</b>
2.1	Services de renseignement actifs hors d'Iran .....	4
2.2	Objectifs de la surveillance .....	5
2.3	Formes de surveillance .....	6
2.4	Changement depuis septembre 2022.....	9
2.5	Les services secrets iraniens en Allemagne.....	11
2.6	Les services secrets iraniens en Suisse .....	15

Ce rapport repose sur des renseignements d'expert·e·s et sur les propres recherches de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR). Conformément aux standards COI, l'OSAR fonde ses recherches sur des sources accessibles publiquement. Lorsque les informations obtenues dans le temps imparti sont insuffisantes, elle fait appel à des expert·e·s. L'OSAR documente ses sources de manière transparente et traçable, mais peut décider de les anonymiser afin de garantir la protection de ses contacts.

# 1 Introduction

La question suivante est tirée d'une demande adressée à l'analyse-pays de l'OSAR :

1. Dans quelle mesure l'État iranien surveille-t-il les activités de ses ressortissant·e·s à l'étranger (en particulier en Allemagne et en Suisse), surtout des critiques du régime ?

L'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR) observe les développements en Iran depuis plusieurs années<sup>1</sup>. Sur la base de ses propres recherches ainsi que de renseignements transmis par des expertes et des experts externes, elle apporte les réponses aux questions ci-dessus dans le présent rapport.

## 2 Étendue de la surveillance

### 2.1 Services de renseignement actifs hors d'Iran

**Le ministère du Renseignement et de la Sécurité (ci-après le « ministère du Renseignement ») est le principal instrument dont dispose le régime iranien pour surveiller les dissident·e·s à l'étranger.** Selon *Claude Moniquet*, journaliste français et expert en services de renseignement qui a analysé les agissements des services secrets iraniens contre l'opposition à l'étranger, le service de renseignement iranien se compose de différentes branches, partiellement indépendantes les unes des autres et qui jouent un rôle décisif dans le maintien au pouvoir du régime iranien. Certaines sont principalement axées sur l'opposition en exil et recourent à diverses tactiques allant de la surveillance à la liquidation physique au moyen de différentes méthodes d'assassinat en passant par l'infiltration et la manipulation. Sur l'ensemble des services de renseignement et d'organes de sécurité, le ministère du Renseignement demeure selon cette analyse le principal instrument du régime iranien pour surveiller, infiltrer et assassiner des dissident·e·s et opposant·e·s à l'étranger<sup>2</sup>. *Claude Moniquet* décrit le ministère du Renseignement comme l'un des plus puissants ministères iraniens, directement placé sous l'autorité du président et du guide suprême de la révolution islamique. Bien que le chiffre exact ne soit pas connu, les services de renseignement et spécialistes d'Occident estiment que le ministère emploie environ 30 000 personnes<sup>3</sup>.

**Service de renseignement et commando de cyberdéfense du corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI).** Selon un rapport de l'organisme norvégien *Landinfo*, le corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI) allie groupe de combat militaire, service de sécurité doté de fonctions répressives et organisation de renseignement. Il est par ailleurs largement implanté dans l'économie iranienne grâce aux grands conglomérats industriels qu'il détient. La force Al-Qods est une unité d'élite des gardiens de la révolution, responsable des opérations militaires secrètes à l'étranger. Le CGRI dispose de plusieurs sections investies de missions de renseignement, la principale étant son service de renseignement (« sâzmân-

---

1 [https://www.osar.ch/publications/rapports-sur-les-pays-dorigine?\\_ga=2.55838443.1347275367.1658236483-295915297.1658236477](https://www.osar.ch/publications/rapports-sur-les-pays-dorigine?_ga=2.55838443.1347275367.1658236483-295915297.1658236477) .

2 Moniquet, Claude, European Strategic Intelligence and Security Center (ESICS), The Risk of Terrorist Actions and Intelligence Operations of the Iranian "Security" Apparatus against the Iranian Opposition in Exile in 2022, 29 janvier 2022, p. 4 : <http://www.esisc.org/publications/analyses/15870>.

3 Ibid., p. 9.

e ettelā'āt-e sepāh »). Actif tant en Iran qu'en dehors, ce dernier travaille en parallèle au ministère du Renseignement et exécute des tâches similaires. Le commando de cyberdéfense du CGRI (« qarārgāh-e defā'-e saiberī ») est chargé de surveiller la toile pour détecter les crimes, les faits de terrorisme et d'espionnage et les déclarations qui s'en prennent aux « valeurs révolutionnaires » ou « culturelles et sociales »<sup>4</sup>. Selon certains rapports, le piratage et les cyberattaques en Iran sont presque exclusivement effectués sous la supervision du CGRI<sup>5</sup>.

## 2.2 Objectifs de la surveillance

**La lutte contre l'opposition à l'étranger constitue une mission centrale et hautement prioritaire.** L'une des tâches principales des services de renseignement iraniens consiste à lutter contre l'opposition à l'étranger<sup>6</sup>. Selon *Claude Moniquet*, il s'agit d'une mission hautement prioritaire. Face aux crises internes qui ébranlent régulièrement le régime iranien depuis plus de dix ans et à une jeunesse qui se révolte, le régime craindrait l'influence que l'opposition en exil peut exercer sur sa population<sup>7</sup>.

**La diaspora constitue une menace aux yeux des autorités iraniennes. Elle a joué un rôle important dans le mouvement de protestation de 2022.** Selon le *Washington Institute for Near East Policy*, le régime iranien considère que la majorité des Iraniennes et Iraniens qui travaillent dans le domaine scientifique, auprès d'ONG, pour des médias de langue persane et dans d'autres institutions à l'étranger posent un risque important pour la sécurité<sup>8</sup>. D'après *Landinfo*, il y a peu de doutes quant au fait que les autorités iraniennes voient les activités de l'opposition iranienne en exil comme une menace, leur crainte étant qu'elle puisse influencer la situation en Iran et accroître la pression sur l'État depuis l'extérieur. Selon *Landinfo*, la diaspora a joué un rôle important dans le récent mouvement de protestation, non pas en lançant et en organisant les manifestations, mais en influençant la politique occidentale, en sensibilisant aux revendications du mouvement et en mobilisant un soutien en sa faveur. Grâce à leur capacité à communiquer à large échelle au niveau international, les membres de la diaspora iranienne auraient réussi à faire passer le message hors des frontières du pays, ce qui aurait joué un rôle décisif face aux restrictions imposées par l'État iranien sur l'usage d'internet. Un grand nombre d'Iraniennes et Iraniens de la diaspora ont également participé à des manifestations et marches de solidarité dans le monde entier. En outre, les médias de langue persane basés à l'étranger auraient présenté une autre version

---

<sup>4</sup> Landinfo – Norwegian Country of Origin Information Centre, Iran; Reaksjoner mot iranere i eksil, 28 novembre 2022, p. 8 à 10 : <https://www.ecoi.net/en/file/local/2083379/Temanotat-Iran-Reaksjoner-mot-iranere-i-eksil-28112022.pdf>.

<sup>5</sup> Ibid., p. 10 ; Michaelsen, Marcus, Silencing Across Borders, Transnational Repression and Digital Threats against Exiled Activists from Egypt, Syria, and Iran, 2020, p. 15 : <https://marcusmichaelsen.eu/wp-content/uploads/2020/12/SILENCING-ACROSS-BORDERS-Marcus-Michaelsen-Hivos-Report.pdf>.

<sup>6</sup> Office fédéral allemand pour la protection de la Constitution (Bundesamt für Verfassungsschutz, BfV), Verfassungsschutzbericht 2022, 20 juin 2023, p. 296 : [https://www.verfassungsschutz.de/SharedDocs/publikationen/DE/verfassungsschutzberichte/2023-06-20-verfassungsschutzbericht-2022.pdf?\\_\\_blob=publication-File&v=9](https://www.verfassungsschutz.de/SharedDocs/publikationen/DE/verfassungsschutzberichte/2023-06-20-verfassungsschutzbericht-2022.pdf?__blob=publication-File&v=9) ; Moniquet, Claude, ESICS, The Risk of Terrorist Actions and Intelligence Operations of the Iranian "Security" Apparatus against the Iranian Opposition in Exile in 2022, 29 janvier 2022, p. 17.

<sup>7</sup> Moniquet, Claude, ESICS, The Risk of Terrorist Actions and Intelligence Operations of the Iranian "Security" Apparatus against the Iranian Opposition in Exile in 2022, 29 janvier 2022, p. 17.

<sup>8</sup> The Washington Institute for Near East Policy, Mehdi Khalaji, Iran Intensifying Its Crackdown on Citizens Abroad, 2 novembre 2018 : <https://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/iran-intensifying-its-crackdown-citizens-abroad>.

des événements à leur audience en Iran grâce à leurs bons contacts avec la société civile iranienne<sup>9</sup>.

**Les objectifs sont de contrôler la diaspora, d'éviter l'attention du grand public et de rompre les contacts en Iran.** *Marcus Michaelsen*, chercheur sur la répression transnationale et la surveillance numérique par des États autoritaires au Citizen Lab de l'université de Toronto, souligne dans une étude de 2020 que l'un des objectifs des opérations de renseignement consiste à empêcher les militant·e·s d'attirer l'attention du grand public et d'avoir accès à des contacts dans leur pays d'origine<sup>10</sup>. Selon une autre étude de *Marcus Michaelsen*, les autorités tentent d'une part d'exercer leur pouvoir en dehors des frontières du pays en contrôlant les personnes dissidentes en exil et de l'autre de rompre les liens entre les militant·e·s et leurs connaissances en Iran<sup>11</sup>. Le Service de renseignement de la Confédération suisse (SRC) estime lui aussi qu'il importe au régime iranien d'identifier et de contrôler, en Iran comme à l'étranger, les personnes qu'il juge susceptibles de mettre son pouvoir en danger<sup>12</sup>.

## 2.3 Formes de surveillance

**La collecte de renseignements d'origine humaine, un instrument clé.** *Landinfo* décrit la collecte de renseignements d'origine humaine (*human intelligence gathering*) par l'intermédiaire d'agent·e·s ou d'informateur·trice·s comme le principal instrument des services secrets iraniens. Les centres religieux et les mosquées servent à cet égard de plateforme pour les activités de renseignement et de surveillance des membres de la diaspora qui critiquent le régime<sup>13</sup>.

**Noyautage des communautés de la diaspora.** Les services de renseignement iraniens œuvrent activement à recruter des informatrices et informateurs au sein des groupes d'opposition en exil<sup>14</sup>. Selon *Landinfo*, l'appareil de renseignement se sert des ambassades comme d'avant-postes pour surveiller, infiltrer et miner les activités politiques de la diaspora<sup>15</sup>. *Marcus Michaelsen* a interrogé une cinquantaine de dissident·e·s de Syrie, d'Afghanistan et d'Iran, qui expliquent que des informations sont recueillies par des informateur·trice·s en contact avec le personnel de l'ambassade qui infiltrent les groupes militants et se rendent à des événements fréquentés par des membres de la diaspora<sup>16</sup>. *IranWire* a par exemple relaté le cas d'un citoyen suédois né en Iran qui avait espionné une organisation séparatiste

<sup>9</sup> Landinfo, Iran: Overvåking av regimekritikere i utlandet som følge av «Kvinne, liv, frihet-protestene», 5 juillet 2023, p. 3 : <https://www.ecoi.net/en/file/local/2094929/Respons-Iran-Overvaking-av-regimekritikere-i-utlandet-som-folge-av-Kvinne-liv-frihet-protestene-05072023-1.pdf>.

<sup>10</sup> Michaelsen, Marcus, *Silencing Across Borders, Transnational Repression and Digital Threats against Exiled Activists from Egypt, Syria, and Iran*, 2020, p. 13.

<sup>11</sup> Michaelsen, Michaelsen, *Exit and voice in a digital age: Iran's exiled activists and the authoritarian state*. In : *Globalizations*, 15:2, 2018, p. 248 à 264 : <https://doi.org/10.1080/14747731.2016.1263078>.

<sup>12</sup> Service de renseignement de la Confédération (SRC), Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS), *La sécurité de la Suisse 2023, Rapport de situation du Service de renseignement de la Confédération*, juin 2023, p. 66 : <https://www.vbs.admin.ch/fr/ddps/organisation/unites-administratives/service-renseignement.detail.document.html/vbs-internet/fr/documents/servicederenseignement/rapportsdesituation/NDB-Lagebericht-2023-f.pdf.html>.

<sup>13</sup> Landinfo, Iran; *Reaksjoner mot iranere i eksil*, 28 novembre 2022, p. 13 et 14.

<sup>14</sup> Ibid., p. 14.

<sup>15</sup> Ibid., p. 13.

<sup>16</sup> Michaelsen, Marcus, *Silencing Across Borders, Transnational Repression and Digital Threats against Exiled Activists from Egypt, Syria, and Iran*, 2020, p. 17 et 18.

iranienne pour le compte des services secrets iraniens<sup>17</sup> et avait filmé, photographié et enregistré les personnes participant à des événements politiques<sup>18</sup>. Les services secrets iraniens ont par ailleurs tenté d'infiltrer le groupe d'opposition iranien MKO<sup>19</sup>, selon des sources documentées<sup>20</sup>.

**Recrutement d'informatrices et d'informateurs.** Les services de renseignement recourent à différentes méthodes pour recruter des informatrices et informateurs et contactent à cette fin des Iraniens vivant à l'étranger<sup>21</sup>. Ce recrutement est parfois volontaire, mais peut aussi avoir lieu sous la contrainte<sup>22</sup>. Les enfants du personnel de l'État iranien sont par ailleurs envoyés étudier en Europe et utilisés pour espionner leurs compatriotes. Il y aurait en outre eu de nombreuses tentatives de recruter des Iraniennes et Iraniens de l'étranger pendant leurs séjours en Iran<sup>23</sup>. C'est ainsi qu'en 2020, un ingénieur logiciel irano-canadien vivant aux États-Unis et travaillant pour Facebook a été arrêté alors qu'il rendait visite à sa famille en Iran, puis soumis à des pressions l'incitant à opérer comme agent du régime<sup>24</sup>. Les gardiens de la révolution chercheraient surtout à obtenir des informations sur la communauté technologique iranienne de l'étranger, en particulier sur les cybermilitants et les ingénieurs qui aident des Iraniennes et Iraniens à contourner les filtres et à accéder à des connexions internet sécurisées<sup>25</sup>. Un professeur assistant en sciences politiques à l'université du Tennessee a indiqué à la *Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada* (CISR) que les services secrets iraniens se servaient par exemple aussi de personnes réfugiées pour surveiller d'autres personnes réfugiées à l'étranger. Selon cette source, ces personnes sont contraintes de collaborer avec les services de sécurité iraniens, qui utilisent des informations personnelles comme moyen de pression. Des détenus se verraient aussi offrir une remise en liberté en échange de leur collaboration<sup>26</sup>.

**Surveillance des communications et cyberattaques.** Les services de renseignement iraniens recourent en outre à la surveillance numérique pour espionner les activités des Iraniennes et Iraniens à l'étranger<sup>27</sup>. Ils recueillent les informations librement disponibles en

---

<sup>17</sup> Arab Struggle Movement for the Liberation of Ahwaz. IranWire, Coercion by a Thousand Proxies: How Iran Targets Dissidents in Sweden, 18 novembre 2021 : <https://iranwire.com/en/features/69589/>.

<sup>18</sup> Ibid.

<sup>19</sup> Mojahedin-e-Khalq-Organization, aussi abrégée MKO ou MEK.

<sup>20</sup> Landinfo, Iran; Reaksjoner mot iranere i eksil, 28 novembre 2022, p. 15.

<sup>21</sup> Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides (Belgique), unité COI (CGRA-CEDOCA), Iran; Surveillance van de diaspora door de Iraanse autoriteiten, 10 mai 2023, p.18 : [https://www.ecoi.net/en/file/local/2092670/coi\\_focus\\_iran\\_surveillance\\_van\\_de\\_diaspora\\_door\\_de\\_iraanse\\_autoriteiten\\_20230510.pdf](https://www.ecoi.net/en/file/local/2092670/coi_focus_iran_surveillance_van_de_diaspora_door_de_iraanse_autoriteiten_20230510.pdf); Freedom House, Iran: Transnational Repression Origin Country Case Study, février 2021 : <https://freedom-house.org/report/transnational-repression/iran>.

<sup>22</sup> Freedom House, Iran: Transnational Repression Origin Country Case Study, février 2021.

<sup>23</sup> Landinfo, Iran; Reaksjoner mot iranere i eksil, 28 novembre 2022, p. 15.

<sup>24</sup> The Guardian, The man who said no: how Iran coerces expats to inform on friends, 21 août 2020 : <https://www.theguardian.com/world/2020/aug/21/the-man-who-said-no-how-iran-coerces-expats-to-inform-on-friends>.

<sup>25</sup> New York Times (NYT), He Was Iran's Homegrown Tech Star. The Guards Saw a Blackmail Opportunity, 21 août 2020 : <https://www.nytimes.com/2020/08/21/world/middleeast/iran-technology-arrest-spy.html>.

<sup>26</sup> Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada (CISR), Iran: Treatment by the authorities of anti-government activists, including those returning from abroad; overseas monitoring capabilities of the government (2019–February 2021), 22 février 2021 : <https://www.ecoi.net/de/dokument/2047908.html>.

<sup>27</sup> Landinfo, Iran: Mottagelse og behandling av returnerte asylsøkere, 21 janvier 2021, p. 12 : <https://www.ecoi.net/en/file/local/2044498/iran-temanotat-Mottagelse-og-behandling-av-returnerte-asyloskere-.pdf> ; Levitt, Matthew, CTC Sentinel, Trends in Iranian External Assassination, Surveillance, and

ligne et sur les réseaux sociaux grâce à ce qu'on appelle la collecte de renseignements de source ouverte (open source intelligence, OSINT). Les reportages dans les médias internationaux et nationaux en exil ainsi que le travail des journalistes et le comportement des personnes militantes dans les médias sont également observés<sup>28</sup>. Cette surveillance se fait souvent à l'aide d'un logiciel malveillant, dont le but est de pousser la personne destinataire à transmettre des données sensibles. Les attaques par maliciel<sup>29</sup> et l'hameçonnage (phishing)<sup>30</sup> sont les méthodes les plus fréquemment utilisées à cet égard<sup>31</sup>. Les pirates informatiques de l'État lancent souvent des cyberattaques contre des militant·e·s de la diaspora. Selon *Freedom House*, Charming Kitten, un groupe de guerre cybernétique lié à Téhéran et aussi connu sous le nom APT42, a mené plusieurs campagnes de harponnage contre des personnes militantes et dissidentes en 2022<sup>32</sup>. Les autorités iraniennes mettent en œuvre des campagnes ingénieuses de logiciels espions. Des Iraniennes et Iraniens vivant à l'étranger sont la cible de tentatives de harponnage sophistiquées prenant par exemple la forme d'un faux courriel des services de citoyenneté et d'immigration des États-Unis ou d'une invitation à un faux événement pour militant·e·s des droits humains en Espagne afin de les inciter à télécharger un logiciel malveillant<sup>33</sup>. La *personne de contact G*<sup>34</sup> a indiqué à l'OSAR que son organisation avait répertorié toute une série de cas dans lesquels les services de sécurité iraniens avaient attaqué des membres de la diaspora avec un logiciel malveillant ou surveillé leurs activités dans l'environnement numérique<sup>35</sup>. En août 2023, *Article 19* a recensé plusieurs fuites du compte Telegram Aadl Ali, proche des gardiens de la révolution, montrant que les gestionnaires du compte avaient piraté pendant plusieurs années les dispositifs et les boîtes électroniques de membres éminent·e·s de la diaspora iranienne afin de les mettre dans l'embarras et de les discréditer en publiant des photos intimes et privées<sup>36</sup>. Entre 2018 et 2020, l'organisation de défense des droits humains *Miaan Group* a observé des centaines d'attaques par maliciel et hameçonnage contre des dissident·e·s, des journalistes, des militant·e·s des droits humains, des avocat·e·s et des militant·e·s étudiant·e·s d'Iran. La plupart des victimes faisaient partie de l'une des nombreuses minorités ethniques et religieuses d'Iran. En août 2019, *Miaan Group* a découvert que des pirates développaient des sites web qui ciblaient les utilisateur·trice·s iraniens·ne·s de Telegram et recueillaient leurs données et leurs mots de passe au moyen d'une fausse page de connexion à Telegram<sup>37</sup>. Dans un autre exemple, il a été signalé que des opérations complexes de surveillance avaient visé pendant plusieurs années des membres de l'opposition iranienne ayant des liens avec MKO et l'Azerbaïdjan National Resistance Organization. Il semblerait que ce soient souvent des personnes exerçant à titre indépendant qui assurent la majeure partie de ce travail pour les services

---

Abduction Plots, février 2022, p. 2 et 3 : <https://ctc.westpoint.edu/wp-content/uploads/2022/02/CTC-SENTINEL-022022.pdf>.

<sup>28</sup> Landinfo, Iran; Reaksjoner mot iranere i eksil, 28 novembre 2022, p. 15 et 16.

<sup>29</sup> Un maliciel est un logiciel malveillant que la personne concernée installe sur son dispositif à son insu en cliquant sur un lien ou une pièce jointe.

<sup>30</sup> L'hameçonnage consiste à « appâter » ou duper la personne concernée pour l'amener à s'identifier sur des sites web et à communiquer ses données, souvent au moyen de faux comptes ou de fausses applications. Ibid., p. 16

<sup>31</sup> Ibid.

<sup>32</sup> Freedom House, Freedom on the Net 2023 - Iran, 4 octobre 2023.

<sup>33</sup> Freedom House, Iran: Transnational Repression Origin Country Case Study, février 2021.

<sup>34</sup> La personne de contact G est une personne spécialiste chevronnée en censure d'internet, cyberattaques et sécurité numérique en Iran.

<sup>35</sup> Entretien par téléphone du 23 octobre 2023 avec la personne de contact G.

<sup>36</sup> Freedom House, Freedom on the Net 2023 - Iran, 4 octobre 2023.

<sup>37</sup> Miaan Group, Spiraling Attacks: Iranian Hacking Campaign, 20 septembre 2020, p. 2 à 5 : [https://miaan.org/wp-content/uploads/2020/09/Spiraling-Attacks\\_Iranian-Hacking-Campaign.pdf](https://miaan.org/wp-content/uploads/2020/09/Spiraling-Attacks_Iranian-Hacking-Campaign.pdf).



secrets iraniens<sup>38</sup>. La *personne de contact H*<sup>39</sup> a indiqué que la surveillance numérique était parfois une étape préliminaire à la surveillance physique ou à d'autres mesures incluant l'enlèvement ou l'assassinat<sup>40</sup>.

**Outre la surveillance, les services secrets iraniens recourent aussi aux menaces et aux intimidations, aux campagnes de désinformation, aux meurtres et aux enlèvements à l'encontre de critiques du régime vivant dans la diaspora.** Les autorités iraniennes utiliseraient le harcèlement, l'intimidation et la surveillance pour faire pression sur toutes les personnes engagées dans l'opposition politique ou le journalisme indépendant à l'étranger<sup>41</sup>. Dans de nombreux cas, les menaces viseraient aussi leurs familles en Iran<sup>42</sup>. L'État iranien se sert des intimidations et des menaces pour contraindre les militant·e·s en exil à l'autocensure et les amener à limiter leurs contacts avec leurs familles, leurs ami·e·s et leurs collègues en Iran<sup>43</sup>. Selon *Landinfo*, les services secrets iraniens mènent en plus des campagnes de désinformation à l'encontre des critiques du régime vivant dans la diaspora et vont jusqu'aux enlèvements et aux meurtres<sup>44</sup>.

## 2.4 Changement depuis septembre 2022

**Le ministère du Renseignement avait déjà renforcé ses activités contre l'opposition à l'étranger avant 2022.** Différentes sources considèrent que l'Iran avait déjà intensifié sa campagne contre l'opposition à l'étranger en 2021 et 2022, peut-être en raison de l'instabilité perçue du régime, de la menace à l'intérieur même du pays ou du succès de certains groupes dissidents<sup>45</sup>.

**Renforcement de la surveillance de la diaspora après les manifestations.** Selon des spécialistes et des services secrets occidentaux, les autorités iraniennes ont renforcé leurs tentatives de surveillance et de contrôle de la communauté d'opposition en exil dans les mois qui ont suivi le début des manifestations<sup>46</sup>. En juillet 2023, *Landinfo* considérait que les autorités iraniennes maintenaient leur vigilance à l'égard des communautés en exil en Occident et avaient accentué leurs menaces à l'encontre de certains groupes<sup>47</sup>. Selon la *personne de contact H*, la situation a clairement changé depuis l'été 2022 et les autorités iraniennes se montrent nettement plus agressives qu'auparavant, par exemple à travers des menaces personnelles proférées ouvertement sur les réseaux sociaux par des agent·e·s de l'État<sup>48</sup>.

<sup>38</sup> Landinfo, Iran; Reaksjoner mot iranere i eksil, 28 novembre 2022, p. 17.

<sup>39</sup> La personne de contact H est une personne spécialiste de l'Iran en matière de cybersécurité.

<sup>40</sup> Entretien par téléphone du 27 octobre 2023 avec la personne de contact H.

<sup>41</sup> Landinfo, Iran; Reaksjoner mot iranere i eksil, 28 novembre 2022, p. 17; Freedom House, Iran: Transnational Repression Origin Country Case Study, février 2021.

<sup>42</sup> Landinfo, Iran; Reaksjoner mot iranere i eksil, 28 novembre 2022, p. 18.

<sup>43</sup> Die Tageszeitung (TAZ), Irans Geheimdienste in Deutschland, Im Visier iranischer Spione, 3 janvier 2023 : <https://taz.de/Irans-Geheimdienste-in-Deutschland/!5903805/>.

<sup>44</sup> Landinfo, Iran; Reaksjoner mot iranere i eksil, 28 novembre 2022, p. 18 à 21.

<sup>45</sup> Washington Post, Rise in Iranian assassination, kidnapping plots alarms Western officials, 1<sup>er</sup> décembre 2022 : <https://www.washingtonpost.com/world/2022/12/01/iran-kidnapping-assassination-plots/> ; Levitt, Matthew, Trends in Iranian External Assassination, Surveillance, and Abduction Plots, février 2022, p. 2 ; Monique, Claude, ESICS, The Risk of Terrorist Actions and Intelligence Operations of the Iranian "Security" Apparatus against the Iranian Opposition in Exile in 2022, 29 janvier 2022, p. 4.

<sup>46</sup> Landinfo, Iran: Overvåking av regimekritikere i utlandet som følge av «Kvinne, liv, frihet-protestene», 5 juillet 2023, p. 3.

<sup>47</sup> Ibid., p. 4

<sup>48</sup> Entretien par téléphone du 27 octobre 2023 avec la personne de contact H.

D'après l'expert en cybersécurité X, spécialiste de l'Iran, les manifestations ont changé la façon dont les autorités iraniennes surveillent leurs ressortissant·e·s à l'étranger. Selon cette source, le régime veut montrer à l'opposition qu'elle n'est nulle part en sécurité<sup>49</sup>. Tant la personne de contact H que l'expert en cybersécurité X constatent un renforcement de la surveillance<sup>50</sup>. En décembre 2022, *Human Rights Watch* (HRW) et *Amnesty International* ont découvert que Charming Kitten avait attaqué deux membres du personnel de HRW et au moins 18 autres militant·e·s, journalistes, scientifiques et personnalités politiques de haut niveau travaillant sur des questions régionales avec des campagnes d'ingénierie sociale et d'hameçonnage qui se poursuivaient encore. Ces attaques ont été menées au moyen de liens WhatsApp envoyés entre les mois de septembre et novembre 2022<sup>51</sup>.

**Les services secrets occidentaux constatent une hausse des activités des services de renseignement iraniens.** *Landinfo* relève que plusieurs services de renseignement occidentaux ont récemment confirmé une intensification de la pression exercée sur les opposant·e·s actif·ve·s en exil. Si ce développement a selon certains commencé à s'observer après le début des manifestations, d'autres indiquent une tendance à la hausse datant d'avant l'automne 2022. En novembre 2022, Ken McCallum, directeur du service de renseignement britannique MI5, a ainsi fait part de menaces croissantes à l'encontre de certaines personnes d'origine iranienne vivant au Royaume-Uni. Ken McCallum a qualifié les services de renseignement iraniens d'ennemis très sophistiqués qui soit utilisaient les membres de leur propre personnel, soit en recrutaient d'autres pour travailler pour eux<sup>52</sup>. D'après les prévisions du Service de renseignement de la Confédération suisse (SRC) en juin 2023, l'espionnage iranien en Europe augmentera sans doute encore à l'avenir<sup>53</sup>. Le SRC considérait par ailleurs que la tendance au recrutement de membres de la diaspora iranienne pour surveiller des opposant·e·s au régime était en hausse. En novembre 2022, le SRC a déclaré être en possession d'éléments indiquant que l'Iran avait intensifié ses activités de renseignement en Suisse<sup>54</sup>.

**Accentuation de la menace pour les personnes dissidentes à l'étranger.** En novembre 2022, la police britannique a découvert des projets d'attentat concrets et crédibles à l'encontre de deux journalistes de la chaîne d'information de langue persane Iran International. D'autres membres du personnel de la chaîne ont fait l'objet de menaces séparées. Face à cette situation, un lourd dispositif de sécurité a été déployé devant le bâtiment de la chaîne dans l'ouest de Londres. Les menaces ont continué de s'aggraver jusqu'en février 2023, quand, sur les conseils de la police britannique, la chaîne a pris la décision de fermer ses bureaux londoniens et de déménager à Washington DC. La police n'était plus en mesure de garantir la sécurité du personnel et des autres personnes aux alentours. Rana Rahimpour, une journaliste de BBC News Persian à Londres, a elle aussi indiqué que les menaces à son encontre avaient augmenté après le mois de septembre 2022. Elle a expliqué que sa ligne

<sup>49</sup> CGRA-CEDOCA, Iran; Surveillance van de diaspora door de Iraanse autoriteiten, 10 mai 2023, p. 22.

<sup>50</sup> Ibid., p. 22 ; entretien par téléphone du 27 octobre 2023 avec la personne de contact H.

<sup>51</sup> HRW, Iran : Des hackers ciblent des activistes, journalistes et opposants politiques, 5 décembre 2022 : <https://www.hrw.org/fr/news/2022/12/05/iran-des-hackers-ciblent-des-activistes-journalistes-et-opposants-politiques>.

<sup>52</sup> Landinfo, Iran: Overvåking av regimekritikere i utlandet som følge av «Kvinne, liv, frihet-protestene», 5 juillet 2023, p. 4.

<sup>53</sup> SRC, La sécurité de la Suisse 2023, Rapport de situation du Service de renseignement de la Confédération, juin 2023, p. 66.

<sup>54</sup> Landinfo, Iran: Overvåking av regimekritikere i utlandet som følge av «Kvinne, liv, frihet-protestene», 5 juillet 2023, p. 4 et 5.

téléphonique avait été mise sur écoute après le début des manifestations, ce qui ne lui était jamais arrivé auparavant, et que les menaces visaient aussi ses enfants. Le personnel du service persan de la Deutsche Welle aurait lui aussi vu les menaces se multiplier après le début des manifestations<sup>55</sup>. En février 2023, les autorités de sécurité britanniques ont signalé que le CGRI avait commis 15 tentatives d'assassinat ou d'enlèvement contre des individus britanniques ou résidant au Royaume-Uni, dont des membres du personnel d'Iran International, le média en exil basé à Londres<sup>56</sup>.

## 2.5 Les services secrets iraniens en Allemagne

**Les opposant·e·s iranien·ne·s en Allemagne sont en ligne de mire des autorités iraniennes. Espionnage, menaces, violences.** Le gouvernement allemand considère que les opposant·e·s iranien·ne·s vivant en Allemagne sont en ligne de mire des autorités iraniennes. Selon lui, le régime voit l'opposition iranienne comme une menace pour son maintien au pouvoir et elle est exposée en Allemagne à une mise en danger « abstraite », par exemple sous la forme d'espionnage par le service de renseignement ou de tentatives d'intimidation<sup>57</sup>. Du point de vue de la *personne de contact E*<sup>58</sup>, la surveillance par les autorités iraniennes est particulièrement intensive en Allemagne en raison du grand nombre d'Iraniennes et d'Iraniens exilé·e·s qui y vivent<sup>59</sup>. Selon la *personne de contact B*<sup>60</sup>, cette surveillance cible les activités culturelles, artistiques, scientifiques ou politiques de la diaspora<sup>61</sup>.

**Le ministère du Renseignement et les gardiens de la révolution opèrent en Allemagne.** La majorité des activités dirigées contre l'Allemagne sont le fait du ministère du Renseignement, qui cible particulièrement les groupes d'opposition iraniens actifs dans le pays<sup>62</sup>. En plus du ministère, la force Al-Qods des gardiens de la révolution, assumant des fonctions de renseignement, opère elle aussi en Allemagne. Ses vastes activités d'espionnage visent surtout des cibles (pro-)israéliennes ou (pro-)juives<sup>63</sup>. En février 2023, l'*Office fédéral allemand pour la protection de la Constitution* a indiqué disposer d'éléments suggérant des liens avec le CGRI pour 160 personnes liées à l'Allemagne. Il ne savait toutefois pas si elles se trouvaient toutes en Allemagne à ce moment-là. En ce qui concerne le service de renseignement du CGRI, l'*Office fédéral allemand pour la protection de la Constitution* ne disposait alors que d'indications isolées et non vérifiées sur de récentes activités en Allemagne<sup>64</sup>.

---

<sup>55</sup> Ibid., p. 6

<sup>56</sup> Freedom House, Freedom on the Net 2023 - Iran, 4 octobre 2023.

<sup>57</sup> Deutscher Bundestag, Antwort der Bundesregierung (Drucksache 20/5116), auf die Kleine Anfrage der Abgeordneten Clara Büniger, Martina Renner, Nicole Gohlke, weiterer Abgeordneter und der Fraktion DIE LINKE (Drucksache 20/4854), Proteste gegen das Mullah-Regime im Iran und innenpolitische Auswirkungen, 27 décembre 2022, p. 2 : <https://dserver.bundestag.de/btd/20/051/2005116.pdf>.

<sup>58</sup> La personne de contact E, germano-iranienne, dispose de connaissances spécialisées sur l'Iran.

<sup>59</sup> Entretien par téléphone du 24 octobre 2023 avec la personne de contact E.

<sup>60</sup> La personne de contact B travaille comme journaliste, particulièrement sur l'Iran, pour un organe de presse de langue persane établi hors d'Iran.

<sup>61</sup> Informations fournies par messagerie instantanée le 27 octobre 2023 par la personne de contact B.

<sup>62</sup> Ibid., p. 297 ; Deutscher Bundestag, Antwort der Bundesregierung (Drucksache 20/5116), Proteste gegen das Mullah-Regime im Iran und innenpolitische Auswirkungen, 27 décembre 2022, p. 2.

<sup>63</sup> Ibid.

<sup>64</sup> Les gardiens de la révolution déploient aussi des activités d'approvisionnement aux fins de la prolifération d'armes de destruction massive en Allemagne, généralement au moyen de sociétés écrans et d'intermédiaires. On sait que les gardiens de la révolution exploitent un programme de missiles en Iran, pour lequel ils tentent notamment de s'approvisionner en produits clés auprès d'entreprises de production allemandes. Deutscher Bundestag, Antwort der Bundesregierung (Drucksache 20/5595), auf die Kleine Anfrage der

**La mosquée bleue de Hambourg, un « avant-poste agissant sur ordre de Téhéran ».** L'ambassade sert de centre de coordination. D'après l'*Office fédéral allemand pour la protection de la Constitution*, la mosquée bleue<sup>65</sup> de Hambourg est l'un des principaux avant-postes du régime iranien en Allemagne et même un centre névralgique de propagande en Europe<sup>66</sup>. À l'instar d'autres centres religieux, la mosquée bleue est présumée servir de base aux services secrets iraniens pour surveiller la diaspora<sup>67</sup>. En novembre 2023, les autorités allemandes ont perquisitionné la mosquée bleue et cinq organisations susceptibles de lui être rattachées, toutes soupçonnées de soutenir le mouvement libanais du Hezbollah, interdit en Allemagne. Bien que la mosquée se présente vers l'extérieur comme étant modérée, l'instance allemande la qualifie d'« avant-poste agissant sur ordre de Téhéran »<sup>68</sup>. Les *personnes de contact* <sup>69</sup> et C<sup>70</sup> considèrent que la surveillance de la diaspora est par ailleurs coordonnée au sein des ambassades iraniennes<sup>71</sup>.

**Niveau de risque accru pour l'opposition iranienne en Allemagne.** D'après l'*Office fédéral allemand pour la protection de la Constitution*, les services de renseignement iraniens continueront de cibler l'opposition en Allemagne. Selon lui, le niveau de risque a augmenté ces dernières années et est resté élevé en 2022 et 2023. L'*Office fédéral allemand pour la protection de la Constitution* considère ainsi que les individus et groupes particulièrement exposés sont potentiellement en grave danger. Il faut s'attendre selon lui à ce que les services de renseignement iraniens continuent de poursuivre leurs desseins en Allemagne par tous les moyens, y compris en recourant à la violence et même au meurtre<sup>72</sup>. Les *personnes de contact* B et E ont évoqué divers assassinats commis en Allemagne par l'État iranien par le passé<sup>73</sup>.

**Intensification de l'espionnage depuis le début des manifestations.** Depuis le début des manifestations en 2022, l'*Office fédéral allemand pour la protection de la Constitution* constate un nombre croissant d'éléments suggérant l'espionnage potentiel d'événements et d'individus de l'opposition<sup>74</sup>. La *personne de contact E* a indiqué à l'OSAR que l'intensité et la fréquence de la surveillance avaient augmenté depuis septembre 2022<sup>75</sup>. Selon la *personne de contact C*, la surveillance a gagné en agressivité depuis début 2023. Elle aurait elle-même

---

Abgeordneten Martina Renner, Nicole Gohlke, Gökyay Akbulut, weiterer Abgeordneter und der Fraktion DIE LINKE (Drucksache 20/5371), Aktivitäten und Straftaten der sogenannten islamischen Revolutionsgarde in Deutschland, 8 février 2023, p. 2 : <https://dserver.bundestag.de/btd/20/055/2005595.pdf>.

<sup>65</sup> La mosquée Imam Ali, dite mosquée bleue, est gérée par le centre islamique de Hambourg (IZH), considéré comme l'un des principaux centres chiites d'Europe. Tagesschau, Großrazzia gegen "Islamisches Zentrum Hamburg", 16 novembre 2023 : <https://www.tagesschau.de/inland/innenpolitik/razzia-islamisches-zentrum-hamburg-100.html>.

<sup>66</sup> Süddeutsche Zeitung, "Zentrales Spionagenest", 21 février 2023 : <https://www.sueddeutsche.de/politik/iran-blaue-moschee-islamisches-zentrum-hamburg-faesser-spionage-1.5755787>.

<sup>67</sup> Entretiens par téléphone des 24 et 26 octobre 2023 avec les personnes de contact E et C ; Landinfo, Iran; Reaksjoner mot iranere i eksil, 28 novembre 2022, p. 13 et 14.

<sup>68</sup> Tagesschau, Großrazzia gegen "Islamisches Zentrum Hamburg", 16 novembre 2023.

<sup>69</sup> La personne de contact I dispose de connaissances spécialisées sur l'oppression transnationale et la surveillance numérique par l'État iranien.

<sup>70</sup> La personne de contact C est un-e militant-e politique et membre de la diaspora iranienne.

<sup>71</sup> Entretiens par téléphone des 15 septembre et 26 octobre 2023 avec les personnes de contact I et C.

<sup>72</sup> BfV, Verfassungsschutzbericht 2022, 20 juin 2023, p. 299.

<sup>73</sup> Informations fournies par messagerie instantanée le 27 octobre 2023 par la personne de contact B ; entretien par téléphone du 24 octobre 2023 avec la personne de contact E.

<sup>74</sup> Deutscher Bundestag, Antwort der Bundesregierung (Drucksache 20/5595), Aktivitäten und Straftaten der sogenannten islamischen Revolutionsgarde in Deutschland, 8 février 2023, p. 4.

<sup>75</sup> Entretien par téléphone du 24 octobre 2023 avec la personne de contact E.

reçu nettement plus de menaces depuis<sup>76</sup>. La *personne de contact I* a indiqué à l'OSAR que, quoique l'ampleur précise de la surveillance en Allemagne ne soit pas connue, un certain effet d'intimidation est en jeu, ce qui laisse entendre qu'elle a lieu à grande échelle. La surveillance servirait vraisemblablement à déterminer a posteriori si des « personnes cibles » s'expriment dans les médias allemands, lors de campagnes ou sur les réseaux sociaux ou participent à des manifestations<sup>77</sup>. Les autorités iraniennes utiliseraient à cet égard des « méthodes classiques et analogiques ». Des membres du régime marcheraient par exemple aux côtés des manifestant·e·s ou seraient spécifiquement dépêché·e·s à des événements<sup>78</sup>.

**Cyberattaques et cyberespionnage contre la communauté iranienne en Allemagne.** Selon l'*Office fédéral allemand pour la protection de la Constitution*, la diaspora iranienne en Allemagne est exposée aux cyberattaques et au cyberespionnage de l'Iran<sup>79</sup>. Les *personnes de contact E* et *I* estiment que la surveillance en Allemagne prend principalement une forme numérique<sup>80</sup>. Le 19 août 2023, le programme d'information allemand *Tagesschau* est revenu en détail sur une tentative d'hameçonnage contre un Iranien résidant en Allemagne. D'après le *Tagesschau*, plusieurs personnes ont été victimes de telles cyberattaques en 2023. *Jadran Mesic*, responsable du département de cyberdéfense au sein de l'*Office fédéral allemand pour la protection de la Constitution*, a indiqué au *Tagesschau* que les attaques viseraient toujours l'opposition iranienne<sup>81</sup>. En août 2023, l'*Office fédéral allemand pour la protection de la Constitution* a mis publiquement en garde les critiques du régime iranien en Allemagne contre le cyberespionnage de l'Iran<sup>82</sup>.

**Surveillance et noyautage à grande échelle des groupes d'opposition de la diaspora.** La *personne de contact I* a souligné que des membres de la diaspora espionnaient leur propre communauté et recueillaient des informations pour les autorités iraniennes. Des personnes se rendant en Iran depuis l'Allemagne auraient été contraintes de livrer des informations sur la diaspora. La *personne de contact I* considère donc que cette surveillance est très répandue<sup>83</sup>. L'*Office fédéral allemand pour la protection de la Constitution* dispose d'éléments indiquant que depuis quelque temps, les services de renseignement iraniens interpellent de plus en plus de personnes en visite en Iran et les forcent à collaborer. Ces dernières ont en général des contacts directs avec des groupes ou individus iraniens s'opposant au régime. Selon l'*Office fédéral allemand pour la protection de la Constitution*, les services de renseignement iraniens essaient ainsi de noyauter les structures de l'opposition en Allemagne pour obtenir des informations. Dans certains cas, ils semblent aussi utiliser leurs discours

<sup>76</sup> Entretien par téléphone du 26 octobre 2023 avec la personne de contact C.

<sup>77</sup> Entretien par téléphone du 15 septembre 2023 avec la personne de contact I.

<sup>78</sup> Entretien par téléphone du 24 octobre 2023 avec la personne de contact E.

<sup>79</sup> Deutscher Bundestag, Antwort der Bundesregierung (Drucksache 20/5595), Aktivitäten und Straftaten der sogenannten islamischen Revolutionsgarde in Deutschland, 8 février 2023, p. 4 ; BfV, Verfassungsschutzbericht 2022, 20 juin 2023, p. 298 ; Deutscher Bundestag, Antwort der Bundesregierung (Drucksache 20/5116), Proteste gegen das Mullah-Regime im Iran und innenpolitische Auswirkungen, 27 décembre 2022, p. 2.

<sup>80</sup> Entretiens par téléphone des 24 octobre 2023 et 15 septembre 2023 avec les personnes de contact E et I.

<sup>81</sup> Tagesschau, Wie das iranische Regime seine Kritiker hackt, 19 août 2023 : <https://www.tagesschau.de/ausland/asien/iran-cyberfalle-verfassungsschutz-100.html>.

<sup>82</sup> BfV, Cyber-Brief Nr. 01/2023, 10 août 2023 : [https://www.verfassungsschutz.de/SharedDocs/publikationen/DE/cyberabwehr/2023-01-bfv-cyber-brief-deutsch.pdf?\\_\\_blob=publicationFile&v=5](https://www.verfassungsschutz.de/SharedDocs/publikationen/DE/cyberabwehr/2023-01-bfv-cyber-brief-deutsch.pdf?__blob=publicationFile&v=5).

<sup>83</sup> Entretien par téléphone du 15 septembre 2023 avec la personne de contact I.

d'approche pour dissuader les personnes interpellées de poursuivre leurs activités dissidentes<sup>84</sup>. La *personne de contact I* a connaissance de journalistes iranien-ne-s travaillant pour des organes de presse à l'étranger qui craignent que des proches venant leur rendre visite en Allemagne les espionnent pour le compte de l'Iran<sup>85</sup>. La *personne de contact C* a indiqué à l'OSAR avoir reçu des coups de téléphone lui offrant de coopérer avec les autorités iraniennes. Elle dit par ailleurs savoir qu'on a demandé à des personnes de son entourage de l'espionner<sup>86</sup>.

**Enquêtes pénales contre les agent-e-s présumé-e-s du régime iranien.** Depuis 2018, neuf enquêtes pénales ont été ouvertes en Allemagne à l'encontre de 24 agent-e-s présumé-e-s du régime iranien. Ce chiffre n'inclut pas les diplomates inculpé-e-s<sup>87</sup>.

**Menaces et violences contre des Iraniennes et Iraniens en exil.** Selon un article du *Guardian*, les autorités allemandes ont prévenu Shadi Amin, une militante iranienne pour les droits des personnes LGBTQ+ en Allemagne, qu'elle était menacée par des pirates informatiques et agent-e-s d'Iran. La police s'est rendue à son domicile pour contrôler les serrures et les verrous aux portes et a passé plusieurs semaines à inspecter ses dispositifs numériques, dont on lui a plus tard recommandé de ne pas se servir en raison de la menace venant des pirates informatiques iranien-ne-s. Une autre militante iranienne pour les droits des personnes LGBTQ+ en Allemagne, Mina Khani, s'est vu assigner des gardes du corps par l'État et a été mise en garde par les services de sécurité allemands quant au fait que ses données personnelles circulaient sur des forums de hackers iraniens<sup>88</sup>. La *personne de contact C* a confié à l'OSAR avoir reçu de très nombreuses menaces de mort<sup>89</sup>. Les médias allemands *Mitteldeutscher Rundfunk* (MDR) et *Tageszeitung* (TAZ) ont relaté différentes menaces et violences contre des Iraniennes et Iraniens en exil qui participaient à des manifestations ou affichaient d'une autre manière leur opposition au régime. Des personnes participant aux manifestations ont par exemple été physiquement menacées<sup>90</sup>. Le TAZ raconte que les services secrets iraniens seraient entrés, en son absence, au domicile d'un membre politiquement actif de la diaspora qui avait organisé une manifestation à Berlin. Le mot de passe de son ordinateur a été supprimé et des informations auraient vraisemblablement été prélevées à partir de programmes de messagerie instantanée et autres. Des connaissances de cet homme en Iran ont été menacées. Le TAZ mentionne également des menaces visant une Iranienne engagée en politique en Allemagne depuis des années, qui se seraient encore aggravées récemment. Une menace de mort de septembre 2022 aurait reposé sur des informations impossibles à obtenir à partir d'une simple recherche internet : plusieurs de ses connaissances ont reçu presque simultanément des coups de téléphone à Londres, à Stockholm,

---

<sup>84</sup> BfV, Verfassungsschutzbericht 2022, 20 juin 2023, p. 297 et 298 ; Deutscher Bundestag, Antwort der Bundesregierung (Drucksache 20/5116), Proteste gegen das Mullah-Regime im Iran und innenpolitische Auswirkungen, 27 décembre 2022, p. 2 et 3.

<sup>85</sup> Entretien par téléphone du 15 septembre 2023 avec la personne de contact I.

<sup>86</sup> Entretien par téléphone du 26 octobre 2023 avec la personne de contact C.

<sup>87</sup> Deutscher Bundestag, Antwort der Bundesregierung (Drucksache 20/5116), Proteste gegen das Mullah-Regime im Iran und innenpolitische Auswirkungen, 27 décembre 2022, p. 4.

<sup>88</sup> The Guardian, Iranian activists across Europe are targets of threats and harassment, 22 septembre 2023 : <https://www.theguardian.com/world/2023/sep/22/iranian-activists-across-europe-are-targets-of-threats-and-harassment>.

<sup>89</sup> Entretien par téléphone du 26 octobre 2023 avec la personne de contact C.

<sup>90</sup> Mitteldeutscher Rundfunk (MDR), Deutschland: Wie der Iran Regime-Gegner hier gezielt bekämpft, 11 mars 2023 : <https://www.mdr.de/nachrichten/deutschland/gesellschaft/iran-protest-bedrohung-in-deutschland-100.html>.

à Oslo et en Allemagne, dans lesquels un homme leur faisait savoir en farsi que l'opposante en question devait craindre pour sa vie<sup>91</sup>. MDR a pour sa part évoqué le cas d'un dissident iranien en Allemagne qui avait été menacé par téléphone pour avoir publié des vidéos et des photos des méfaits du gouvernement iranien sur les réseaux sociaux<sup>92</sup>.

## 2.6 Les services secrets iraniens en Suisse

**Le canton de Genève, centre névralgique des activités des services secrets étrangers.** D'après le SRC, Genève est un lieu important pour les activités des services secrets étrangers. Selon lui, c'est dans le canton de Genève que vit le plus grand nombre d'officier·ère·s de renseignement étranger·ère·s identifié·e·s et présumé·e·s, et la majorité y travaille officiellement. Une grande partie des officier·ère·s de renseignement qui résident à Genève, pour la plupart des hommes, se présentent officiellement comme des diplomates accrédité·e·s au sein de l'une des nombreuses représentations diplomatiques. D'autres se présentent comme hommes ou femmes d'affaires, journalistes ou collaborateur·trice·s d'une organisation internationale à Genève<sup>93</sup>.

**Un grand nombre d'informateur·trice·s et soutiens présumé·e·s de services secrets étrangers travaillent et vivent à Genève et dans sa périphérie.** Selon le *Service de renseignement de la Confédération*, un grand nombre d'officier·ère·s de renseignement sont probablement responsables de la conduite des sources. Leur principale tâche consiste à recruter des personnes ayant accès à des informations importantes ou à d'autres personnes. Les officier·ère·s traitant·e·s professionnel·le·s peuvent gérer clandestinement entre trois et cinq sources. Outre les officier·ère·s de renseignement, une multitude de sources et de soutiens présumés de services de renseignement étrangers résident et travaillent à Genève et dans sa périphérie<sup>94</sup>.

**Les activités des services secrets étrangers principalement concentrées dans les grandes villes suisses. Participation aux événements pour identifier des cibles à espionner.** La majeure partie des activités d'espionnage identifiées par le SRC sur territoire suisse se déroulent dans les grandes villes. Des officier·ère·s de renseignement connu·e·s participent à des événements dans le but d'identifier et de faire connaissance avec des cibles intéressantes<sup>95</sup>.

**Les services secrets étrangers rencontrent des informateur·trice·s en Suisse et recrutent de nouvelles sources d'information.** En outre, le SRC observe régulièrement des rencontres entre des officier·ère·s de services secrets étrangers et des informateur·trice·s ou des personnes vraisemblablement en cours de recrutement<sup>96</sup>.

---

<sup>91</sup> TAZ, Irans Geheimdienste in Deutschland, Im Visier iranischer Spione, 3 janvier 2023.

<sup>92</sup> MDR, Deutschland: Wie der Iran Regime-Gegner hier gezielt bekämpft, 11 mars 2023.

<sup>93</sup> SRC, Département fédéral de la défense, de la protection de la population et DDPS), La sécurité de la Suisse 2022, Rapport de situation du Service de renseignement de la Confédération, juin 2022, p. 65 : <https://www.news.admin.ch/news/message/attachments/72369.pdf>.

<sup>94</sup> Ibid., p. 65.

<sup>95</sup> Ibid., p. 65 et 66.

<sup>96</sup> Ibid., p. 66.

**Les services secrets iraniens sont actifs en Suisse et intensifient leur surveillance.** D'après un article de la chaîne alémanique *Schweizer Radio und Fernsehen* (SRF) d'octobre 2022, le SRC part du principe que l'Iran mène des activités d'informateur·trice·s en Suisse<sup>97</sup>. Le SRC indiquait en juin 2023 que les services de renseignement iraniens surveillaient déjà depuis longtemps les personnes réfugiées d'Iran, jugées influentes. Un grand nombre d'entre elles vivent depuis des années voire des décennies en Europe, y compris en Suisse. La surveillance iranienne des communautés de la diaspora en Suisse pourrait s'être encore intensifiée à la suite du mouvement de protestation de 2022<sup>98</sup>. Fin novembre 2023, le SRC a indiqué en réponse à une question du *Neue Zürcher Zeitung* qu'il existait des éléments suggérant une intensification des activités de renseignement menées par l'Iran en Suisse<sup>99</sup>.

**La diaspora ainsi que les critiques de régimes étrangers et les opposant·e·s vivant en Suisse sont dans le collimateur des services secrets étrangers.** Selon le SRC, la diaspora ainsi que les critiques de régimes étrangers et les opposant·e·s vivant en Suisse sont des vecteur·trice·s d'attaque et des cibles de l'espionnage des services secrets étrangers en Suisse<sup>100</sup>.

**On sait « par expérience » qu'en Suisse, les manifestations de groupes opprimés sont surveillées par des services secrets étrangers.** Genève demeure par ailleurs prisée comme lieu de manifestation par divers groupes opprimés dans leur pays d'origine. Par expérience, on sait que certains de ces événements sont surveillés par des services de renseignement étrangers<sup>101</sup>.

**Selon le SRC, il est très probable que les activités de critiques et d'opposant·e·s en Suisse soient surveillées quand elles sont vues comme une menace par le régime de leur État d'origine et en cas de conflit de forte intensité dans le pays d'origine.** Selon le SRC, la fréquence et l'intensité de la surveillance demeurent difficiles à évaluer et la surveillance semble dépendre fortement de la situation dans le pays d'origine, mais aussi de l'ampleur et du champ d'action des dispositifs dévolus au renseignement sur place. Toutefois, le SRC ajoute qu'en principe, plus l'intensité du conflit est marquée et plus la menace représentée par les critiques et les opposant·e·s est prise au sérieux par un régime, plus la probabilité est élevée que ces personnes soient surveillées<sup>102</sup>.

**Les services secrets iraniens mettent la priorité sur le contrôle de la diaspora et de l'opposition politique et ont intensifié leurs activités en Suisse.** Selon le SRC, le principal objectif des services secrets iraniens en Suisse est de contrôler leur diaspora et leurs opposant·e·s politiques. Le SRC a indiqué en octobre 2022, en réponse à une question de SRF,

---

<sup>97</sup> Schweizer Radio und Fernsehen (SRF), Der iranische Geheimdienst ist vermehrt in der Schweiz aktiv, 21 octobre 2022 : <https://www.srf.ch/news/schweiz/spionage-und-repression-der-iranische-geheimdienst-ist-vermehrt-in-der-schweiz-aktiv>.

<sup>98</sup> SRC, La sécurité de la Suisse 2023, Rapport de situation du Service de renseignement de la Confédération, juin 2023, p. 64.

<sup>99</sup> Neue Zürcher Zeitung (NZZ), «In Iran herrscht kein islamistisches Regime» – Professorin an der Uni Zürich fungiert als langer Arm Teherans, 18 novembre 2023 : <https://www.nzz.ch/nzz-am-sonntag/zuercher-uni-professorin-mit-kontakten-zu-mullah-regime-im-iran-ld.1766450>.

<sup>100</sup> SRC, La sécurité de la Suisse 2023, Rapport de situation du Service de renseignement de la Confédération, juin 2023, p. 67.

<sup>101</sup> SRC, La sécurité de la Suisse 2022, Rapport de situation du Service de renseignement de la Confédération, juin 2022, p. 69.

<sup>102</sup> Ibid., p. 69



que cette appréciation n'avait pas changé. Le SRC disposerait en revanche d'éléments suggérant une intensification des activités de renseignement de l'Iran en Suisse. Les cybercriminels ayant le soutien de l'Iran auraient par ailleurs renforcé leurs activités de cyberespionnage ces dernières années<sup>103</sup>.

**Photos lors des manifestations, intimidations, menaces contre les familles, activités d'informateur·trice·s.** Le SRC fait observer qu'outre l'espionnage, les services de renseignement iraniens sont également connus pour harceler et intimider les opposant·e·s ou le personnel des ambassades, influencer politiquement l'approvisionnement en biens sensibles et parfois visés par des sanctions, et même commettre des enlèvements, des attentats et des faits de sabotage<sup>104</sup>. The *Guardian* relate le cas de Maryam Banihashemi, militante iranienne vivant en Suisse, qui reçoit régulièrement des menaces de mort sur les réseaux sociaux depuis qu'elle a publiquement appelé à un changement de régime en Iran. Maryam Banihashemi pense avoir été suivie jusqu'à son domicile après avoir assisté à des événements politiques, deux fois à Zurich et une autre fois après une rencontre avec un député suisse au Parlement à Berne. En juin 2023, un individu travaillant pour le CGRI lui a notifié que sa vie était en danger. La police suisse lui a alors conseillé de changer de nom et d'adresse et d'engager un garde du corps privé, ce qu'elle explique ne pas pouvoir se permettre<sup>105</sup>. Selon les recherches menées par SRF, les Iraniennes et Iraniens vivant en Suisse qui s'expriment publiquement sur des questions politiques font l'objet d'intimidations et d'espionnage de la part des services secrets iraniens et leurs familles sont menacées. Une personne active sur les réseaux sociaux et participant aux manifestations en Suisse dans le cadre du mouvement de protestation actuel en Iran a ainsi confié à SRF qu'elle observait régulièrement des personnes prenant spécifiquement des photos et vidéos des manifestant·e·s dans différentes villes suisses. La crainte serait que ces images parviennent ensuite au gouvernement iranien<sup>106</sup>. Le 24 janvier 2023, la chaîne romande RTS a indiqué que les intimidations de membres de la diaspora iranienne en Suisse étaient en forte hausse<sup>107</sup>.

En tant que principale organisation d'aide aux personnes réfugiées en Suisse et faïtière des œuvres d'entraide et des organisations actives dans les domaines de l'exil et de l'asile, l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR) s'engage pour une Suisse qui accueille les personnes réfugiées, les protège efficacement, respecte leurs droits fondamentaux et humains, favorise leur participation dans la société et les traite avec respect et ouverture. Dans sa fonction, l'OSAR renforce et défend les intérêts et les droits des personnes bénéficiant d'une protection et favorise la compréhension de leurs conditions de vie. Grâce à son expertise avérée, elle marque le discours public et exerce une influence sur les conditions sociales et politiques.

D'autres publications de l'OSAR sont disponibles sur le site [www.osar.ch/publications](http://www.osar.ch/publications). La newsletter de l'OSAR, qui paraît régulièrement, vous informe des nouvelles publications. Inscription à l'adresse [www.osar.ch/sabonner-a-la-newsletter](http://www.osar.ch/sabonner-a-la-newsletter).

<sup>103</sup> SRF, Der iranische Geheimdienst ist vermehrt in der Schweiz aktiv, 21 octobre 2022.

<sup>104</sup> SRC, La sécurité de la Suisse 2023, Rapport de situation du Service de renseignement de la Confédération, juin 2023, p. 64.

<sup>105</sup> The Guardian, Iranian activists across Europe are targets of threats and harassment, 22 septembre 2023.

<sup>106</sup> SRF, Der iranische Geheimdienst ist vermehrt in der Schweiz aktiv, 21 octobre 2022.

<sup>107</sup> Amnesty International (AI), Suissesses solidaires, « Magazine Amnesty », mars 2023 : <https://www.amnesty.ch/fr/sur-amnesty/publications/magazine-amnesty/2023-1/suissesses-solidaires>.